



Région



Provence-Alpes-Côte d'Azur

Le début d'année est toujours un moment opportun pour établir un bilan d'étape des actions et initiatives de la collectivité et pour mettre en perspective les propositions portées par notre groupe.

Si l'année 2011 a connu un grand nombre de réformes, la mise en place de politiques d'austérité et de rigueur, contraignant toujours davantage les budgets des familles mais aussi ceux des collectivités territoriales, 2012 semble, pour le gouvernement, s'inscrire dans la même perspective.

Perte du triple A, crise de la dette, crise de l'euro... tous les prétextes sont aujourd'hui permis pour faire peser le poids de la crise sur ceux qui n'en portent aucune responsabilité.

Nationalement mais également régionalement, l'année qui arrive sera capitale politiquement car l'heure des choix a sonnée, le moment est venu pour les peuples de reprendre en main leur avenir pour imposer l'alternative dont nous avons besoin.

2012 devra être l'année de l'engagement et de la citoyenneté car seule la participation du plus grand nombre aux affaires publiques permettra de remettre l'humain au cœur des exigences et des propositions et de consacrer ainsi l'alternative dont nous avons tous tant besoin.

Dans cette optique et à son échelle, l'action du groupe des élus Front de Gauche au Conseil Régional PACA ne faiblit pas et nous continuons d'être portés par des impératifs mêlant intérêt général, justice sociale et développement durable.

En 2011, nous avons marqué de notre empreinte l'action régionale et le budget 2012 est une preuve supplémentaire de notre apport politique.

En 2012, nous serons à l'offensive et nous agirons pour permettre la mise en œuvre des mesures suivantes :

- **Emission d'un titre de recettes à l'encontre l'Etat.**

Depuis plusieurs années, le Conseil Régional PACA constate un écart croissant entre les sommes dues par l'Etat à la collectivité et les sommes effectivement perçues. Ces dotations sont destinées à compenser les transferts de charges de l'Etat sur les collectivités, ces transferts devant initialement être compensés à l'euro près. Dès lors et à l'initiative du groupe Front de Gauche, le Conseil Régional a adopté une motion visant à l'émission d'un titre de recettes à l'encontre de l'Etat afin de permettre le recouvrement des sommes non perçues par notre collectivité.

Nous serons donc vigilants quant à leur règlement effectif, ce qui devra passer, entre autres, par le vote d'une délibération en ce sens lors de l'assemblée plénière du 17 février 2012, puis à l'engagement de procédures juridiques strictes à l'égard de l'Etat.

- **Extension de la gratuité des transports régionaux à l'ensemble des moins de 26 ans.**

Parce que nous croyons qu'il faut aujourd'hui créer de nouveaux réflexes de mobilité et confortés par le succès de la carte Zou, votée à l'initiative du groupe Front de Gauche, nous proposons d'étendre la gratuité à l'ensemble des moins de 26 ans dans le souci d'allier développement durable et progrès social.

- **Pour que la culture et la solidarité ne soient pas sacrifiées sur l'autel de la crise.**

Le groupe Front de Gauche a été et sera vigilant quant aux budgets que notre collectivité investit dans les champs de la solidarité et de la culture.

Notre action en 2011 a permis d'accroître le volume budgétaire de ces deux champs d'action, notamment celui de la culture qui a bénéficié d'un apport de plus de 2 millions d'euros en provenance des budgets alloués aux routes, sous notre impulsion.

Nous serons donc extrêmement attentifs à l'utilisation de ces fonds afin qu'ils concourent activement au développement du lien social sur notre territoire, à la lutte contre la précarité et au maintien de l'emploi dans les petites structures.

- **Accroître l'offre de logements sociaux.**

Nous continuerons d'agir pour le développement du logement social dans la région de France la moins pourvue en la matière, à travers l'application de la délibération sur la loi SRU votée en décembre 2011 sous notre impulsion. Nous demandons la création d'un groupe de

travail qui sera chargé de veiller à l'application des différentes mesures contenues dans la délibération et nous soutiendrons activement toute démarche visant à permettre une réhabilitation sociale et thermique du parc public de logements.

- **Renforcer le tissu industriel régional.**

Lutter contre le chômage suppose d'agir immédiatement pour conserver et accroître la production industrielle dans notre région. La région PACA apporte aujourd'hui soutien et parfois financement à des entreprises en lutte pour le maintien de leur activité. Il faut aujourd'hui aller plus et notre groupe multipliera les efforts pour que des assises de l'industrie et de l'emploi industriel aient lieu sur notre territoire.

- **Faire du Conseil Régional une collectivité citoyenne.**

Soucieux de faire vivre la démocratie régionale, le groupe Front de Gauche va régulièrement à la rencontre des habitants de Provence-Alpes-Côte d'Azur afin de mettre en débat ses propositions et de mieux cerner les besoins et problématiques des territoires.

Nous voulons réaffirmer aujourd'hui notre choix de faire de la politique autrement, en impliquant davantage les citoyennes et les citoyens de notre région. Notre groupe s'oriente désormais vers la mise en place de nouveaux modes de travail et d'échanges qui pourraient se traduire par la co-elaboration de textes (vœux, motions et ou délibérations) soumis au vote des conseillers régionaux mais également par l'organisation de votations populaires et citoyennes sur de grands dossiers qui tendent à impacter durablement nos territoires tels que celui de la Ligne à Grande Vitesse Provence-Alpes-Côte d'Azur.

- **Etre aux côtés de ceux qui souffrent en France et dans le monde**

Si le Conseil Régional n'a pas directement de compétence en matière d'urgence sociale ou de diplomatie, il ne peut rester muet face aux situations vécues par des populations entières, qu'elles soient kurdes, roms ou palestiniennes.

A l'initiative des élus Front de Gauche, des vœux exprimant notre solidarité avec certaines d'entre elles ou notre soutien à des opérations telles qu'un Bateau pour Gaza ont été adoptés par l'assemblée régionale.

Nous voulons aujourd'hui renforcer encore notre action, notamment vis-à-vis des Roms de Marseille qui survivent dans des conditions indignes des valeurs de notre République en conséquence de la traque dont ils font l'objet et du refus de discussions que nous opposent le Maire de Marseille et le Préfet de région.

Le Conseil Régional doit exiger la tenue de la table-ronde promise par l'adjointe au maire de Marseille, Danielle Servant, à deux élus régionaux de notre groupe reçus en délégation au mois d'août 2011, et envisager, en cas de refus, la mise en œuvre de solutions concertées avec les acteurs impliqués dans ce dossier, palliant ainsi au désengagement de l'Etat et de la mairie de Marseille.